



# CERTIFICAT QUALIBAT « RGE »

NUMÉRO

E-E66544

VALABLE JUSQU'AU 21/11/2025

ÉDITÉ LE

09/07/2025

## SITUATION ADMINISTRATIVE ET JURIDIQUE

Date de création : 01/04/1969

Forme juridique : SAS

Capital : DEPUIS LE 05/12/2019  
200 000

Raison sociale : SOCOBAT AULAGNIER

2 ALLEE DES MARGUERITES  
43120 MONISTROL-SUR-LOIRE

Registre du commerce ou répertoire des métiers :  
RC LE PUY EN VELAY 1969 B 00026

Siret : 586 950 263 00010

Code NACE : 4399C

Numéro caisse de congés payés : 82 00528

Assurance Responsabilité Travaux :

MMA IARD 141832410

Assurance Responsabilité Civile :

MMA IARD 141832410

Situation fiscale et sociale : A jour au 31/08/2024

Téléphone : 04 71 61 70 20

Portable : 04 71 61 70 20

Fax :

Site Internet : www.socobat-43.fr

E-mail : socobat.monistrol@socobat.com

Responsabilité légale :

AULAGNIER LUDOVIC DIRECTEUR GÉNÉRAL / AULAGNIER BENJAMIN  
DIRECTEUR GÉNÉRAL / AULAGNIER JEAN PAUL PRÉSIDENT

Effectif moyen : 72

Tranche de classification : EFF4

## QUALIFICATION PROFESSIONNELLE

| Code | Qualification(s) en cours de validité                                   | * Date d'attribution |
|------|---|----------------------|
| 2112 | Maçonnerie et ouvrages en béton armé (Technicité confirmée) Mention RGE | 23/09/2021           |
| 2121 | Ravalement en maçonnerie Mention RGE                                    | 22/09/2022           |

## Catégories de travaux RGE couvertes

| Catégories  | Date d'attribution |
|---|--------------------|
| o Isolation des murs par l'extérieur                | 01/01/2021         |
| o Isolation des planchers bas sur local non chauffé | 01/01/2021         |

\* ou du plus récent renouvellement

**LE PRÉSIDENT  
DE QUALIBAT**

**Gérard SÉNIOR**

**SIGNATURE  
DU TITULAIRE**



La (ou les) qualification(s) « RGE » atteste(nt) de la conformité aux exigences applicables à la « Reconnaissance Garant de l'Environnement », suivant le « référentiel pour l'attribution et le suivi d'une qualification professionnelle d'entreprise et la délivrance du certificat », ainsi que les éventuelles exigences complémentaires et/ou particulières associées aux qualifications ci-dessus, en vigueur à la date de la demande.